

Le renseignement de contact au Royaume de l'insolence¹

L'armée de terre française est engagée depuis quatre ans dans la stabilisation de l'Afghanistan au sein de la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS), placée sous le commandement de l'OTAN depuis août 2003. Cette opération, baptisée PAMIR, montre, s'il en était besoin, à quel point, **dans ce type de crise complexe, l'accès à des informations fiables est indispensable au chef interarmes pour apprécier de façon la plus objective possible la situation du théâtre**. En effet, la société afghane est particulièrement opaque pour un observateur occidental : au-delà de l'obstacle de la langue et de la culture, les intérêts en jeu au niveau local, ainsi que leurs connexions, apparaissent très complexes et ils restent toujours difficiles à appréhender. Ainsi un REPFRENCE² (4^e mandat) a déjà souligné dans ces colonnes³ la difficulté majeure de sa fonction qui est celle de la perception de la menace.

PAR LE LIEUTENANT-COLONEL RANDAL ZBIENEN DU CDEF/DREX

Une menace diffuse et protéiforme

En effet, malgré la relative permissivité de la situation dans la région de Kaboul, **cette menace, notamment terroriste,**

reste permanente. Elle impose une vigilance constante et elle pose au quotidien le problème de la sécurité des petits détachements (en particulier, ACM). Les attentats perpétrés contre la FIAS et notamment l'attentat par

engin explosif improvisé (EEI) contre un véhicule blindé léger (VBL) du détachement français en octobre 2005, l'ont cruellement rappelé.

A plus long terme, **on ne peut exclure des troubles graves,** voire une reprise de la guerre civile, en cas de radicalisation des rivalités ethniques ou de rébellion de "seigneurs de guerre" encore militairement puissants.



“Chaque soldat est un capteur”

Dans un contexte aussi complexe, il s'avère que **80 % du renseignement pertinent sont acquis par des moyens humains**, ce qui confirme une fois de plus que le renseignement d'origine humaine (ROHUM) est **déterminant dans une opération de stabilisation**, prioritairement aux moyens plus techniques.

Cependant, les seuls capteurs spécialisés (peu nombreux, du fait de la taille ramassée du détachement) ne suffisent à l'évidence pas pour garantir l'autonomie d'appréciation du commandement français. C'est pourquoi il est apparu vite évident que l'action de ces capteurs devait être complétée par l'ensemble des moyens du détachement français. Aussi les cadres de l'état-major (dont, bien sûr, le conseiller renseignement du REPFRANCE et la cellule renseignement du bataillon français), les détachements spécialisés (génie, communication opérationnelle et actions civilo-militaires), ainsi qu'évidemment, les unités de mêlée contribuent-ils quotidiennement au recueil des informations. **Tous les cadres, jusqu'au plus petit échelon (chef de groupe ou de patrouille), sont désormais sensibilisés à cet aspect de leur mission.**

L'approche française du renseignement de contact

Le renseignement obtenu par les unités sur le terrain constitue ainsi une part importante de l'information du détachement français. Il est recueilli par observation directe, notamment grâce aux dispositifs de surveillance de nuit avec les moyens d'observation nocturne, qui confèrent une indiscutable supériorité aux forces françaises sur leurs adversaires potentiels. Mais, **c'est à travers leurs contacts réguliers avec la population afghane que les unités de mêlée recueillent l'essentiel des informations.**

Ce type de recueil du renseignement au contact des populations indigènes s'appuie sur des modes d'action et un savoir être des troupes françaises dont la spécificité est reconnue par les contingents alliés.

En effet, les unités françaises se distinguent de la plupart des autres contingents par :

- une **présence soutenue**, de jour comme de nuit, avec la recherche délibérée du contact avec la population.

Cette conception de la proximité a amené le bataillon français (BATFRA) à pratiquer de nombreux bivouacs dans son secteur, à proximité ou dans les villages. L'étendue de la zone d'action impose, pour quadriller au mieux le terrain, un emploi décentralisé qui descend jusqu'au plus petit échelon. En particulier dans la plaine de SHAMALI, le moindre chef de patrouille (maréchal des logis ou brigadier-chef) est au quotidien responsable de 15 à 20 villages, avec lesquels il entretient des relations suivies. Comme le souligne un REPFRANCE (9^e mandat) : “véritable proconsul dans sa zone, [ce petit gradé] exerce également un rôle éminent d'ambassadeur de la France...”. Le renseignement obtenu par les unités consiste donc principalement dans le recueil de façon ouverte **des informations données par la population et les forces de sécurité afghanes**. La synthèse des informations recueillies par les pelotons ou sections est réalisée par les officiers adjoints de chaque unité de combat, avant d'être traitée par la cellule renseignement (S2) de l'état-major tactique (EMT) du BATFRA.

- un **savoir être exemplaire** (d'ailleurs appelée la “*French Touch*”) qui vise à “gagner les cœurs et les esprits”.

Lors de leurs contacts, les soldats français s'efforcent de respecter les traditions et les coutumes locales. Ils entretiennent des relations cordiales, courtoises et respectueuses avec les autorités locales (*maleks*⁴, gouverneurs, chefs de police, religieux de toutes obédiences, etc.). De même, ils n'adoptent pas d'attitudes agressives : par exemple, ils ne portent le casque qu'en cas de menace avérée. Ces savoir-faire et savoir être hérités de l'expérience en Afrique (“faire la coutume”) semblent ainsi être **particulièrement appréciés par le milieu afghan, très traditionaliste.**

- et enfin, la recherche d'une **synergie entre les différentes fonctions opérationnelles.**



SIRPA TERRE

Les fonctions d'environnement (action civilo-militaire - ACM et communication opérationnelle - COMOPS), sans que ce soit leur mission première, contribuent également au recueil d'informations sur le milieu. Ainsi, les équipes ACM (*Tactical Support Teams* : TST) se sont révélées, de l'avis des REPFRANCE successifs, de bons capteurs de renseignement d'ambiance, notamment par le biais des organisations internationales et des organisations non gouvernementales (ONG) avec lesquelles elles sont régulièrement en contact. C'est pourquoi le commandement français cherche à **valoriser les actions des différentes composantes**, en particulier en s'assurant que l'action des TST s'effectue sur le terrain en complémentarité avec celle des unités de mêlée de manière à tisser des relations de confiance réelles avec la population de son secteur.

Cette **approche française**, qui s'appuie sur la durée, un savoir être respectueux vis-à-vis de la culture locale et une politique ACM très active, a ainsi commencé

à produire son plein effet quand la population a fourni **des renseignements de qualité**, permettant la saisie de caches d'armes, exception française dans toute la région de Kaboul.

Les limites de l'approche française

Il convient cependant de **ne pas surestimer l'efficacité d'une telle approche**. Compte tenu de la **taille de la zone d'action**⁵, qui interdit toute présence en profondeur, le renseignement obtenu au contact demeure assez superficiel. Certains villages ne sont ainsi visités qu'une fois par quinzaine. De même, **l'imperméabilité de la société afghane et l'obstacle de la langue**, dans un pays où la langue française est quasi inconnue et la langue anglaise assez peu pratiquée, ne facilitent pas le recueil des informations et rend le renseignement ouvert aléatoire. Il dépend de la compétence et de la fiabilité des interprètes, qui sont absolu-

ment indispensables, mais qui peuvent constituer une vulnérabilité du fait des risques d'ingérence que cela induit.

De surcroît, les REPFRANCE soulignent le **manque de formation des jeunes cadres** pour optimiser cette mission spécifique. Même si des fiches de compte rendu d'entretien ont été diffusées, les cadres des unités de mêlée devraient être mieux formés aux techniques particulières qu'impose ce type de renseignement ouvert (notamment, aux techniques de conversation). De façon générale, l'expérience afghane met en exergue un **déficit de culture et de formation au renseignement** au niveau des corps de troupe pour appréhender les situations complexes des opérations de stabilisation contemporaines.

Enfin, la **particularité du théâtre afghan, avec l'imbrication du terrorisme et de la criminalité**, pourrait impliquer les forces dans des domaines où elles ne sont pas compétentes. Aussi ne faut-il pas sous-estimer le risque de manipu-

lation auquel est exposé le contingent français lors de ses contacts. La *“French Touch”*, comme le rappellent certains REPFRENCE, ne doit pas conduire à l’aveuglement et à l’angélisme. Si cette spécificité a longtemps expliqué, pour beaucoup, la quasi-absence d’agression caractérisée contre le détachement français de Kaboul, l’attaque par EEI d’octobre 2005 a rappelé que la situation restait éminemment versatile et que les forces terrestres françaises devaient toujours **faire preuve de discernement et de vigilance lors de leurs contacts.**

La leçon afghane

L’expérience française sur le théâtre afghan permet donc, à travers ses succès comme ses limites, de dégager **quelques enseignements sur la fonction renseignement dans une opération de stabilisation.** Ces enseignements concernent la formation, la préparation de la mission proprement dite, la conduite du renseignement de contact sur le théâtre, mais également, l’attitude - c’est-à-dire le savoir être - qui l’optimisera.

Tout d’abord, il s’avère que si le **ROHUM** obtenu au contact par les unités reste déterminant dans ce type d’opération complexe, cette capacité exige **une formation spécifique au niveau** des corps de troupe et ce, jusqu’au plus bas niveau. De même, il apparaît que cette formation en amont devra être approfondie et adaptée au théâtre lors de la mise en condition opérationnelle (MCO) qui précède la projection. A ce titre, la cellule renseignement (S2) du groupement tactique interarmes (GTIA) devrait faire l’objet d’une attention particulière, tant au niveau de son armement en personnel et en matériel (logiciel

adapté au traitement de l’information), que pour son entraînement. En outre, lors de la montée en puissance, il s’avère nécessaire que les états-majors tactiques (EMT) projetés puissent **accéder aux informations concrètes des unités déjà déployées**, en complément de l’appui documentation reçu des organismes spécialisés.

Ensuite, en conduite sur le théâtre d’opération proprement dit, il convient de **relativiser l’efficacité du renseignement de contact dans un contexte où les effectifs sont toujours comptés.** Seuls des effectifs nombreux permettraient la pénétration en profondeur du milieu humain et le réel contrôle d’une zone. C’est pourquoi cette capacité devra toujours être complétée par des capteurs spécialisés. De plus, l’obstacle de la langue impose, en l’absence généralement de spécialistes linguistes, que les interprètes locaux soient sélectionnés avec soin. Enfin, le recueil et le traitement des informations acquises par les unités doivent être rigoureusement formalisés (compte rendu de conversation, logiciel d’analyse,...).

Le développement et le maintien de relations constantes, respectueuses et désintéressées avec la population facilitent à l’évidence le recueil du **renseignement de contact.** Néanmoins, cette spécificité française ne doit pas être considérée comme un acquis : elle ne s’improvise pas et elle mérite d’être approfondie et diffusée jusqu’au niveau du combattant individuel. Elle nécessite, en particulier, la mise en place d’une documentation de référence, synthétique et actualisée, qui permette une connaissance fine du milieu et une bonne prise en compte des coutumes et usages locaux. Aussi, conviendrait-il

de **réfléchir aux moyens à mettre en place pour transmettre l’expérience acquise au contact de la population** afin qu’elle ne s’altère pas d’un mandat sur l’autre (mémento élaboré et mis à jour sur place, centralisation des “informations” à l’EMSOME, lui-même alimentant le CERT⁶ qui compléterait avec le renseignement classifié).

Cependant, dans une opération de stabilisation, où la menace reste toujours diffuse et omniprésente, **la réversibilité doit rester une aptitude fondamentale** pour les forces terrestres engagées. Si elle n’exclut pas l’entretien de relations suivies avec la population locale, cette réversibilité suppose une vigilance constante pour éviter toute compromission et une capacité à changer très rapidement de posture et d’attitude.

¹ D’après le titre du livre de Michael Barry réédité chez Flammarion en 2002.

² Représentant France.

³ Doctrine n°5 (décembre 2004).

⁴ Chef coutumier de village.

⁵ Le secteur français couvre environ 900 km² et il regroupe 1,5 millions d’habitants répartis sur un cinquième de KABOUL et 200 villages.

⁶ Centre d’exploitation du renseignement terrestre, bureau du CFAT.

⁷ Doctrine n°5 (décembre 2004).

En guise de conclusion, les enseignements tirés dans le domaine du renseignement de contact confirment le fait que l’engagement français en Afghanistan, malgré sa modestie, contribue à alimenter la réflexion doctrinale sur les opérations de ce type. Véritable “mini-laboratoire des opérations de stabilisation”⁷, **l’opération PAMIR met en exergue également**, s’il en était besoin, **l’indispensable capacité d’adaptation des forces terrestres françaises à des contextes de plus en plus complexes.**